

KANOUN

Revue mensuelle



Association démocratique pour des réfugiés
Iranien



Troisième années Nr.10 Octobre 2008



Madjid Moshayedi

La situation économique en Iran

La situation économique iranienne est de plus en plus alarmante et chaque jour, un nouveau fait donne une preuve supplémentaire de l'aggravation de la situation. Nous avons décidé de les collecter et de vous les exposer dans un ensemble de brèves économiques.

La nouvelle la plus importante est la fuite du directeur de la gestion des succursales de la Banque Centrale Iranienne.

Des journalistes iraniens ont demandé plus d'informations sur ...

Page 2

Madjid Moshayedi

La démocratie, peut-il venir en Iran?

En effet, selon les données des organisations de droits de l'homme, le nombre des exécutions (notamment pendaisons) effectué par l'état le met parmi les cinq pays les plus répressives du monde. En outre, l'état pathétique de l'opposition Iranienne, qui s'est située à l'étranger, particulièrement aux Etats-Unis, est un autre facteur pour le prolongement de la vie du régime.

Les supporters différentes des autres oppositions, y compris n'ont pu jamais atteindre à un accord pour former une opposition chouette et forte pour récuser les mollahs qu'ont incroyablement bénéficié du manque de l'unité entre les Iraniens. C'est-à-dire, bien que la majorité des gens aient marre du système présent, il n'y a aucune solidarité sur quelle sorte du système doit régner en Iran après le départ des mollahs. Cependant, la plupart d'en évidemment favorisent une démocratie ressemblent aux démocraties de l'Europe. La source de conflit est sur la voie d'accomplir ce but redoutable.

Néanmoins, un des facteurs le plus importants qu'a prolongé le règne de ce régime est le soutien implicite qu'il a pris des pays européens, notamment La France, La Royaume uni et L'allemande. Ces pays ont toujours soutenu le régime d'une façon secrète et ils ont catégoriquement ignorés la lutte des Iraniens pour l'acquisition de la démocratie.

Une question importante sur l'avenir de l'Iran : Est-ce que cette situation ignoble continuera ou est-ce que les Iraniens succéderont à établir l'état démocratique et laïque qu'ils ont toujours envisagés ? En analysant les tendances en cours en Iran, on pourra bien conclure que la réponse à cette question est non. En Iran, depuis la fondation du régime, un penchant étrange s'est déroulé : le départ des gens instruits, intelligents et talentueux .En fait, selon les statistiques, le nombre des gens instruits qui quittent l'Iran est 200.000 gens par année. Les gens qui ne peuvent plus tolérer l'ambiance répressive du pays optent pour quitter le pays. Pour cette raison spécifique, l'avenir pour l'Iran n'apparaît pas très éclatant.

Cependant, une explosion sociale a l'air très imminente. Si cette explosion peut se transformer à une révolution, on pourra avoir d'espoir sur l'avenir



Dernier rapport
l'AIEA

Page 3



Détenus pendus en
Iran

Page 4

Les Six affichent
leur unité sur l'Iran
sans proposer de
nouvelles sanctions

Page 5



Steinmeier
"déçu du manque de
coopération" de
Téhéran (source
diplomatique)

Page 6

Iran-Syrie : Vers
une rupture !

Page 7

L'Iran n'est pas un Etat de droit!

Madjid Moshayedi

La situation économique en Iran !

La situation économique iranienne est de plus en plus alarmante et chaque jour, un nouveau fait donne une preuve supplémentaire de l'aggravation de la situation. Nous avons décidé de les collecter et de vous les exposer dans un ensemble de brèves économiques.

La nouvelle la plus importante est la fuite du directeur de la gestion des succursales de la Banque Centrale Iranienne. Des journalistes iraniens ont demandé plus d'informations sur le sujet au porte-parole du ministère de la justice, mais ce dernier a éludé la question. L'information étant floue, il pourrait s'agir de deux postes clefs, la direction des succursales des zones portuaires franches ou des agences à l'étranger. Dans les deux cas, l'homme serait en possession de toutes les informations intéressantes sur les transferts de capitaux en direction ou en provenance de l'Iran ou des projets d'investissements du régime. Cette défection a lieu à un moment où la BCI est en plein délire et maquille ses chiffres pour masquer des erreurs de gestion ou des dettes colossales.

La seconde nouvelle intéressante est une annonce faite par Madjid Saniï, le responsable de l'émission monétaire de la BCI. Il y a environ trois semaines, la BCI a décidé d'injecter l'équivalent de plusieurs milliards de dollars en travellers chèques non endossables sur le marché iranien pour faire redémarrer la consommation. Il y a une semaine, Saniï avait évoqué une enveloppe approximative de 50 milliards de dollars disponibles d'ici mars 2009. Cette semaine, il a donné l'enveloppe exacte de 53 milliards de dollars (ou 530,000 milliards de rials) répartis en 300 millions de coupures d'Iran-chèque de 50 \$, 100 millions de coupures d'Iran-chèque de 100 \$ et 140 millions de coupures d'Iran-chèque de 200 \$, le tout disponible avant le 1er janvier 2009. Le rythme de la planche à billet s'accélère donc.

Parallèlement, aussi invraisemblable que cela puisse paraître, la BCI a annoncé sa bonne nouvelle : elle a réussi à faire baisser l'inflation de 18,1% ! Ceci confirme nos prévisions ; le régime préfère annoncer des faux chiffres pour rassurer ses

partenaires étrangers qui voient les fluctuations du taux de l'inflation comme un indice de résistance aux sanctions bancaires américaines.

Dans la foulée, la BCI a publié les résultats des banques iraniennes qui sont toutes bénéficiaires malgré le fait qu'elles prêtent de l'argent à perte à leurs clients (les miliciens businessmen ou les patrons du régime).

La présentation des résultats dans la presse a été délibérément confuse. Par exemple, les chiffres des avoirs et des dettes ont été publiés sans précision de manière à ce que le lecteur ne puisse comprendre s'il s'agit de l'un ou de l'autre.

Cette politique de chiffres maquillés a mis le nouveau ministre de l'économie, le bassidji Hosseini dans le pétrin. Face aux journalistes qui lui demandaient le montant des réserves en devises, le ministre a refusé de répondre de peur de faire une gaffe.

On ne peut pas en dire autant de Ahmad Hatami-Yazd, l'ancien directeur général de la Banque Saderat, qui ne sait pas tenir sa langue. Cette semaine, il a été annoncé que l'Iran – Europe Trade Bank (Europäisch Iranische Handelsbank) avait interrompu ses activités en raison d'une opposition de la BCI.

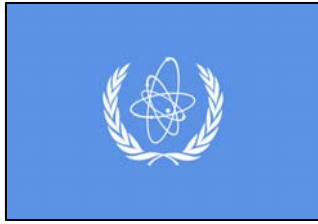
On se souvient que Mazahéri, le directeur de la BCI (le soi-disant obstacle aux activités de cette banque), avait inauguré devant des Journalistes la nouvelle succursale de la IEHB à Téhéran au moment où les Européens s'apprêtaient à imposer des restrictions bancaires à l'Iran. Téhéran avait alors prétendu qu'il s'agissait d'une banque européenne qui défiait la loi de Bruxelles.

En fait, la IEHB est une banque iranienne qui a quelques difficultés avec les sanctions américaines. Suite à l'annonce de sa fermeture précoce, Ahmad Hatami-Yazd a gaffé en annonçant que l'on ne pouvait pas parler d'interruption car cette agence n'avait pas encore démarré son exercice !



Dernier rapport l'AIEA

Dans son dernier rapport, L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a évoqué ses doutes sur la nature du programme nucléaire iranien et elle a encore appelé Téhéran à plus de coopération. Dans son cas, cela signifie une autorisation d'accès à ses sites nucléaires qui restent fermés aux inspecteurs de l'AIEA depuis des années.



Comme on pouvait s'y attendre, le régime des mollahs a refusé d'ouvrir les portes de ses usines nucléaires. Ces portes fermées sont des générateurs de propagandes. Téhéran profite pleinement de la situation et il est ravi par les élucubrations de l'Institut de la science et la sécurité internationale (Isis) qui évoque des progrès substantiels des centrifugeuses iraniennes en se basant sur des données de l'avant dernier rapport de l'AIEA, rapport lui-même nourri d'hypothèses basées sur une dépêche de Reuters dont la source était le responsable du programme nucléaire iranien !

Donc sans une volonté des mollahs, il n'y aurait pas de rumeurs sur leurs capacités nucléaires : à défaut de nouvelles rumeurs, ils relancent eux-mêmes les débats en annonçant des installations massives de nouvelles centrifugeuses.

Le mystère, son culte et son amplification sont les éléments centraux du programme nucléaire iranien. Le régime des mollahs emploie la même méthode à propos des intentions (mystérieuses) du Hezbollah ou sa puissance supposée. La spécialité du régime des mollahs est la menace. Ce régime utilise le mystère anxiogène de son programme nucléaire pour intimider ses interlocuteurs et obtenir en échange de la vague promesse de sa suspension des garanties de sécurité pour lui-même et ses alliés (la Syrie, le Hezbollah et le Hamas).

C'est le nœud gordien de la crise iranienne, car Téhéran espère obtenir ces garanties des américains et non des Six grandes puissances qui lui ont proposé ces mêmes garanties et aussi une forte coopération commerciale. Les mollahs préfèrent une entente statu-quo avec l'hyper-puissance

américaine et les autres membres des Six voient dans cette entente unilatérale un danger pour leurs intérêts vitaux en Iran, intérêts pétroliers ou commerciaux garantis spécifiquement par les mollahs. Le groupe des Six n'est un pack romain unis, mais une cocotte minute en instance d'explosion où chacun est le concurrent des autres... Les Six restent groupés pour se surveiller et finalement leur seul consensus est leur commune hostilité à une manière forte contre l'Iran qui pourrait fragiliser le régime qu'il courtise.

La déclaration de Sean McCormack le porte-parole du département d'Etat illustre parfaitement cette situation des Six et le peu d'options dont ils disposent face aux mollahs : « les Six se réuniront vendredi à Washington pour discuter de nouveaux moyens pour convaincre l'Iran de renoncer à son programme d'enrichissement nucléaire ! » Tout le contenu du rapport est déjà oublié !



L'AIEA a des photos de modifications du missile Shahab-3

Agence France Presse - L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a présenté à ses membres des documents et des photos laissant penser que l'Iran avait tenté de modifier l'ogive de son missile balistique à moyenne portée Shahab-3 afin d'y loger une charge nucléaire, selon des diplomates.

Ces nouveaux éléments ont été dévoilés, avant une réunion de l'exécutif de l'AIEA débutant lundi 22 septembre à Vienne, par le chef des inspecteurs pour le Moyen-Orient, Herman Naeckerts, selon des diplomates ayant assisté à cette présentation qui a eu lieu le 16 septembre. Selon l'un d'eux, l'ambassadeur américain auprès de l'agence, Gregory Schulte, l'AIEA a présenté ces photographies et schémas comme "très dignes de foi" et précisé avoir demandé à Téhéran une réponse argumentée à leur sujet.

L'AIEA a en outre précisé que l'Iran avait interdit à ses inspecteurs d'interroger les ingénieurs impliqués dans ce projet et de visiter leurs ateliers, a affirmé l'ambassadeur américain.

Les 35 pays membres du Conseil des gouverneurs de l'AIEA se réunissent à partir de lundi à Vienne pour débattre notamment du dossier nucléaire iranien, dont l'agence cherche à établir la véritable nature, civile, comme l'affirme Téhéran, ou militaire, comme le soupçonnent les Occidentaux.



L'Iran n'est pas un Etat de droit!

Détenus pendus en Iran

Le régime inhumain des mollahs a pendu trois prisonniers dimanche 31 août. Il s'agit de Hossein-Ali Shahraki, Mojtaba Mozafari et Habibollah



Pirani exécutés dans la ville de Zahedan, a déclaré le quotidien officiel Djomhour-Eslami.

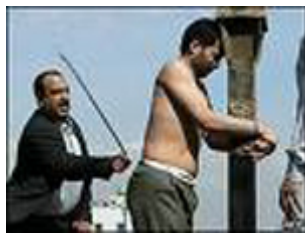
Le régime a pendu un prisonnier, sans en donner le nom, à Semnan, dans le nord de l'Iran, selon le journal gouvernemental Qods du 2 septembre.

Il a également condamné à mort un autre prisonnier, Mohammad-Hossein, dans la ville sainte de Machad, écrit Qods.

Le porte-parole de l'ONU pour les droits de l'homme, Rupert Colville, évoquant la récente exécution de deux adolescents a déclaré que les exécutions sont en violation flagrante avec le droit international, qui interdit la peine de mort pour les mineurs. □

Le fouet en public

Yahya Mohammad-Zadeh, procureur des mollahs à Tabriz, dans le nord de l'Iran, a annoncé que ceux qui contreviendraient au code pénal stricte du jeûne du Ramadan seraient fouettés en public, a indiqué agence de presse officielle Fars, dimanche.



Depuis le début du Ramadan, les Forces de sécurité de l'Etat (FSE) sont occupées à faire appliquer strictement une loi interdisant de manger, de boire et de fumer en public, indépendamment de l'âge. D'un homme de 60 ans dans la ville occidentale de Khorramabad qui a été roué de coups en public pour avoir fumé une cigarette à des enfants mâchant du chewing-gum en jouant dans un parc.

Conformément à l'article 638 du code pénal des mollahs, manger en public est considéré comme un crime puni du fouet ou d'amendes. □

Une ONG critique les conditions des prisonniers d'opinion

AFP, 23 septembre - L'Association iranienne de défense des droits des prisonniers a critiqué mardi les conditions de détention des prisonniers

d'opinion en Iran. "Les autorités ne reconnaissent pas l'existence de prisonniers politiques, alors que des étudiants ou des activistes politiques sont arrêtés seulement pour avoir critiqué la situation existante", a déclaré Mohammad Javad Mozafar, membre de l'association.

"Nous pensons que ces personnes ne doivent pas être emprisonnées pour avoir seulement exprimé leur point de vue", a-t-il ajouté en présentant le rapport annuel de son organisation lors d'une conférence de presse à Téhéran. Les responsables de l'association ont affirmé ne disposer d'aucun chiffre précis sur le nombre de ces prisonniers et les autorités n'en fournissent pas.

"Les autorités refusent de coopérer avec notre association et ne nous permettent pas de visiter les prisons", a dit l'avocate Farideh Gheytrat. Le président de l'Association, Emaddedine Baghi, déjà détenu, est sous le coup d'une nouvelle accusation pour action contre la sécurité nationale.

M. Baghi, arrêté en octobre 2007, a obtenu début septembre une permission de sortie pour raison médicale. Sa peine de prison se termine normalement le 8 octobre mais il doit être rejugé quelques jours avant.

M. Mozafar a également critiqué la discrimination frappant selon lui les prisonniers d'opinion. "Dans certains cas, les autorités refusent d'accorder des permissions de sortie aux prisonniers politiques alors que des personnes condamnées pour trafic de drogue en obtiennent facilement et quelque fois s'évanouissent même dans la nature".

Il a critiqué l'interdiction faite aux avocats d'assister leurs clients lors des interrogatoires ou encore le montant exorbitant des cautions, allant jusqu'à plusieurs centaines de milliers de dollars, pour les étudiants ou les activistes politiques ou féministes. Enfin, les responsables de l'Association ont demandé aux autorités de mettre un terme aux exécutions de jeunes ayant commis un crime alors qu'ils étaient mineurs.

"Garder en prison des jeunes qui ont commis un crime puni de la peine de mort pour les exécuter après leur majorité revient à les condamner à une mort lente", affirme le rapport, qui demande "à la justice et au parlement d'adopter une loi pour empêcher l'exécution de jeunes ayant commis un crime avant leur majorité". □

L'Iran n'est pas un Etat de droit!

Les Six affichent leur unité sur l'Iran sans proposer de nouvelles sanctions

Le 26 septembre - Les "Six" grandes puissances se sont efforcées vendredi à New York d'afficher leur unité face à l'Iran, en proposant au Conseil de sécurité un projet de résolution commun qui ne prévoit pas de nouvelles sanctions à l'encontre de Téhéran.

Lors de consultations au Conseil sur le dossier nucléaire iranien, les "Six" ont fait circuler ce projet et ont exprimé l'espoir d'une prompt adoption, peut-être en début de semaine prochaine.

Il s'agit d'un texte de trois paragraphes, qui se contente de rappeler la validité des précédentes résolutions du Conseil et demande de nouveau à l'Iran de "remplir pleinement et sans retard les obligations" qui en découlent.

Le Conseil a déjà adopté quatre résolutions, dont trois assorties de sanctions, exigeant de l'Iran qu'il suspende son programme d'enrichissement d'uranium que les Occidentaux soupçonnent d'être destiné à produire la bombe atomique.

A l'issue de la réunion, l'ambassadeur de Russie Vitaly Tchourkine a réitéré la position de Moscou contre l'adoption de nouvelles sanctions contre Téhéran.

"Nous estimons que ce n'est pas le moment, que davantage de discussions sont nécessaires avec les Iraniens, qu'il y a encore de la place pour la diplomatie", a-t-il dit à la presse.

Son collègue français, Jean-Maurice Ripert, a tenu à souligner l'importance de l'unité des "Six". "Il y a un texte, il démontre qu'il y a unanimité au sein des "Six", a-t-il dit.

Le projet est le fruit d'une réunion surprise vendredi matin des ministres des Affaires étrangères des "Six" --Allemagne, Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie-- qui entendaient rassurer le reste du monde sur la poursuite de l'option diplomatique, et non militaire, face à l'Iran,

après l'annulation, à la demande de Moscou, d'une réunion similaire prévue jeudi.

Les ministres devaient alors, selon Washington, "explorer" de nouvelles sanctions contre Téhéran qui refuse de suspendre son programme nucléaire, mais la Russie, montrée du doigt par les Occidentaux sur la Géorgie, avait refusé d'y participer.

Des diplomates européens s'étaient aussitôt inquiétés du risque qu'un blocage des négociations jusqu'à la fin du mandat du président américain George W. Bush fin janvier, n'incite Israël à intervenir militairement en Iran.

Vendredi, le chef de la diplomatie britannique David Miliband a expliqué la démarche des "Six" comme visant à montrer leur unité et leur détermination à poursuivre leur "double stratégie" (sanctions et mesures incitatives).

Son homologue russe, Sergueï Lavrov, a souligné avoir participé à cette rencontre pour montrer "l'unité des Six sur l'objectif premier qui nous réunit: aider l'AIEA à s'assurer que le programme nucléaire iranien n'a aucun caractère militaire".

"La Russie soutient les précédents appels à l'Iran, nous considérons que la non-prolifération est une question de première importance et nous confirmons toutes les précédentes décisions", a dit M. Lavrov à la presse.

Dans un nouveau rapport publié la semaine dernière, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) a dénoncé le refus de Téhéran de cesser ses activités d'enrichissement de l'uranium et l'absence de progrès dans les discussions avec Téhéran sur la véritable nature du programme nucléaire iranien.

La précédente résolution de l'ONU, adoptée en mars, donnait 60 jours à l'Iran pour se plier aux injonctions de l'ONU, ce que Téhéran



L'AIEA toujours incapable d'établir la vraie nature du programme nucléaire iranien

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) n'est toujours pas en mesure d'établir la véritable nature du programme nucléaire iranien et a une nouvelle fois enjoint Téhéran de fournir toutes les informations nécessaires, selon un rapport de l'agence publié lundi à Vienne.

L'AIEA "regrette de n'avoir pas pu faire de progrès substantiels sur les prétendues études (sur la militarisation du programme nucléaire iranien) et sur les autres sujets clés associés à ce problème qui continuent de l'inquiéter sérieusement", a indiqué l'agence onusienne dans son dernier rapport sur ses discussions avec Téhéran.

Le régime iranien est accusé depuis fin 2007 d'avoir mené des études sur une militarisation de son programme nucléaire. Ces études portent notamment, selon l'AIEA, sur la confection d'ogives, la possible conversion du missile Shahab-3 en missile nucléaire ou encore des installations pour des essais nucléaires souterrains. □

Steinmeier "déçu du manque de coopération" de Téhéran (source diplomatique)

Agence France Presse - Le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier s'est montré "déçu du manque de coopération de Téhéran" sur la question nucléaire, en rencontrant lundi



soir son homologue iranien Manouchehr Mottaki, a-t-on indiqué de source diplomatique allemande mardi.

Le ministre "s'est montré déçu du manque de coopération de Téhéran et a exhorté la direction iranienne à mettre à disposition de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) toutes les informations nécessaires", a déclaré cette source à l'AFP.

A la demande de la partie iranienne, les deux responsables se sont entretenus à Berlin pendant 90 minutes sur le programme nucléaire iranien, la crise dans le Caucase et des questions bilatérales.

M. Steinmeier a souligné auprès de M. Mottaki que "l'Iran devrait cesser de gagner du temps et plutôt tout entreprendre pour rétablir la confiance perdue dans son programme nucléaire", a-t-on indiqué de même source.

Le ministre allemand a de nouveau appelé avec insistance la partie iranienne à répondre aux attentes de

la communauté internationale, dont l'offre est sur la table et qui espère une réponse iranienne constructive, sans quoi Téhéran devait réaliser la menace de mesures supplémentaires du Conseil de sécurité, a-t-on précisé.

Dans un rapport publié lundi avant cette rencontre, l'AIEA a estimé que l'Iran ignorait toujours la demande du Conseil de sécurité et continuait à installer de nouvelles centrifugeuses, servant à enrichir l'uranium. Les six puissances (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, Allemagne) cherchent à obtenir de l'Iran qu'il suspende son enrichissement d'uranium, en échange d'une offre de large coopération présentée à deux reprises, en juin 2006 puis sous une forme "rafraîchie" en juin de cette année.

La réponse de Téhéran à l'offre internationale avait été jugée "insuffisante" par les Six, selon Washington. A défaut, les puissances ont agité la menace d'un renforcement des sanctions internationales qui visent déjà l'Iran. □

La France favorable à de nouvelles sanctions

La France est favorable à de nouvelles sanctions de l'ONU contre l'Iran, après la publication d'un nouveau rapport de l'AIEA sur son programme nucléaire, a déclaré mardi 16 septembre 2008 le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Eric Chevallier.



"Dans la continuité de l'approche des Six, alliant dialogue et fermeté, nous n'avons d'autre choix que de travailler, dans les jours et semaines à venir, à une nouvelle résolution de sanctions du Conseil de sécurité" de l'ONU, a indiqué le porte-parole, jugeant le rapport de l'AIEA "extrêmement préoccupant".

Dans un nouveau rapport rendu lundi, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a regretté l'absence de progrès dans les discussions avec Téhéran sur la véritable nature du programme nucléaire iranien et a une nouvelle fois enjoint l'Iran de fournir toutes les informations nécessaires.

M. Chevallier a ajouté que "malheureusement" le directeur général de l'Agence, Mohamed ElBaradei, avait dans ce rapport "constaté, une nouvelle fois, que l'Iran refuse d'apporter des réponses aux questions de l'AIEA portant sur des activités pouvant être liées à la conception et à la fabrication des armes nucléaires". □

L'Iran n'est pas un Etat de droit!

Iran-Syrie : Vers une rupture !

Hisham al-Labadani, un proche collaborateur du secrétaire général du Hamas a été sorti de force de son automobile et abattu par ses assaillants en plein jour dans une ville syrienne. Les médias virtuels arabes placent cet assassinat, comme une réplique à celui du Général Sleiman, le chef de la sécurité personnelle de Bechar Assad, dans le contexte d'une guerre interne au régime syrien entre les partisans d'une entente avec l'Occident et les partisans de la continuation d'une alliance avec les mollahs. Bien que Mechaal soit un allié de Téhéran, cet assassinat le visait lui et pas Téhéran.

Rappel des faits. Début août, alors que le président syrien Assad était à Téhéran, le Général Sleiman, le responsable de sa sécurité personnelle a été abattu. Les assassins ont ainsi adressé un avertissement au président syrien. Après avoir appris le meurtre de son ami et homme de confiance, Assad est reparti de Téhéran avec une mine défaite alors que son interlocuteur iranien, Ahmadinejad, était très souriant et pas vraiment solidaire du chagrin de son plus important allié. Les deux hommes n'ont également pas évoqué le meurtre pour accuser comme à l'accoutumée Israël.

Nous avons alors évoqué une piste iranienne et aujourd'hui, cette hypothèse d'avertissement iranien est communément admise parmi les sites arabes qui affirment que l'assassinat avait pour but de fixer une limite à l'ouverture de la Syrie dans sa quête d'ouverture vers l'Ouest. Cette conclusion nous paraît légèrement fautive : **plus qu'une ouverture vers l'Ouest, Damas cherche à s'émanciper vis-à-vis de Téhéran.**

Cette émancipation n'est pas sans risque : Téhéran fournit gratuitement du pétrole et parfois des armes à la Syrie et ce dernier se fait respecter dans la région grâce aux alliés de Téhéran, le Hamas et le Hezbollah. **Pour remplacer dignement les mollahs, Assad s'est tourné vers la Russie**, qui possède d'importantes réserves énergétiques et elle est à même de lui fournir une panoplie complète des meilleurs armements du monde qui feraient de la Syrie, un voisin qu'Israël devrait respecter encore plus. Ce choix de partenariat est d'autant plus

judicieux qu'Assad n'a aucune confiance en les Américains qui ont cherché à le renverser à plusieurs reprises.

D'ailleurs, dernièrement Assad est parti à Moscou où il a tenu des propos très pro-russes qui laissent supposer que le chef d'Etat syrien cherche à troquer la protection des mollahs pour celle des Russes, les alliés historiques du parti baasiste syrien. Les Russes ont pleinement conscience de l'intérêt géopolitique de la Syrie et cette dernière aussi : non seulement elle peut mettre à leur disposition un pied-à-terre sur la Méditerranée, mais aussi leur permettre de reprendre la direction de la région via le Hamas et le Hezbollah, émancipés de force de leurs liens avec les mollahs.

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu l'assassinat de Hisham al-Labadani, comme **un avertissement adressé à Khaled Mechaal, grand ami des mollahs**. S'il s'agissait d'un meurtre perpétré par les services israéliens, on aurait entendu les dénonciations du Hamas et de Téhéran, mais l'un et l'autre restent muets !

L'inquiétude de Téhéran est encore plus justifiée : c'est peut-être la fin du rêve d'un rôle régional des mollahs. **Khaled Mechaal et son ami Nasrallah, chef du Hezbollah, vivent en Syrie : à la merci des hommes d'Assad.** Ces deux amis de Téhéran sont sommés de choisir entre la mort ou une évolution pro-syrienne de leur mouvement.

Damas, qui semble décidé à aller aussi loin que possible dans cette émancipation, a marqué sa victoire en faisant annoncer par Walid Moallem, son ministre des Affaires étrangères, sa décision d'entamer des **pourparlers directs avec Israël**, quelques soient les résultats des élections en Israël.

C'est une réplique au sourire d'Ahmadinejad après le meurtre de Sleiman, une réplique puissante car Assad a trouvé la solution à la survie de son régime : une alliance avec la Russie (la guerre froide revient).



- Le régime islamique iranien actuel a créé à travers des discriminations des nouvelles Classes sociales pour perpétuer sa dictature. Le mouvement de délivrance du peuple Iranien essaie de combattre cette politique, qui elle-même met de nombreuses barrières pour empêcher ce combat. Si toutefois ce combat avec l'aide de l'unité du peuple va aboutir, le régime actuel de l'Iran va être archivé dans l'histoire. La destruction du régime islamique est la seule solution pour avoir un pays démocratique en Iran
- Le sort de l'avenir de l'Iran repose entièrement dans les mains du peuple iranien; et non pas dans celles des puissances occidentales qui interviennent habituellement dans les affaires intérieures des pays du tiers monde. Dans le cas d'une intervention étrangère ces Puissances vont être confronté au peuple iranien.
- En conséquence nous condamnons toute sorte d'intervention militaire, nous nous défendons de toute violation territoriale et de toute politique expansionniste occidentale.

Directeur:
Exekutivkomitee
Chefredakteur:
Aghil Jafari

Redaktion
Sahar Abdollahi, Mina Yazdizadegan

La radio voix de la résistance

Un programme de l'association démocratique pour des réfugiés (ADR)

www.nedaye-moghavemat.ch



www.k-d-panahandegan.org
info@k-d-panahandegan.org

L'adresse :
 Postfach 3562
 Zürich 8021

Téléphone: +41-079 402 64 09
 +41-078 842 85 25
 Téléfax : +41-043 535 61 59
 Poste Compte : 87- 441728 – 5

Les représentants des ADR en Suisse et dans l'étranger

Pour prendre contact avec l'association et donner des informations sur la situation des requérants d'asile en Suisse et pour devenir membre de l'association, contactez nous par E-mail ou par téléphone.

Canton de Zurich	Mehrzad Kheilili	0788428525
Canton de Berne	Ahmad Reza Binandeh	0797162209
Responsable de la Ville Berne	Afschin Esmaili	0762473151
Canton de Bâle	Arsalan Panahi	0793877347
Canton de Zoug	Herar Zadoorian	0765215951
Canton de Lucerne & Schwytz	Leila Mohammadgholikhani	0786742510
Canton de St. Gall	Mohammad Khoshhal	0793978147
Canton de Tessin	Naser Tavakoldust	0765456540
Canton de Argovie	Arash Egbali	0788306768
Canton de Schaffhouse	Fouad Jahani	0764022343
Canton de Soleure	Ali Nazariyan	0794708119
Canton de Uri	Moslam Yusafi	0788585072
Canton de Neuchâtel	Rahim Karami Abassabadi	0787613780
Canton de Fribourg	Mohammad Zolali	0786566719
Canton de Obwald	Abolghasem Faragollah	0763964432
Section en France	Mohammad Daizadeh	0033631279527